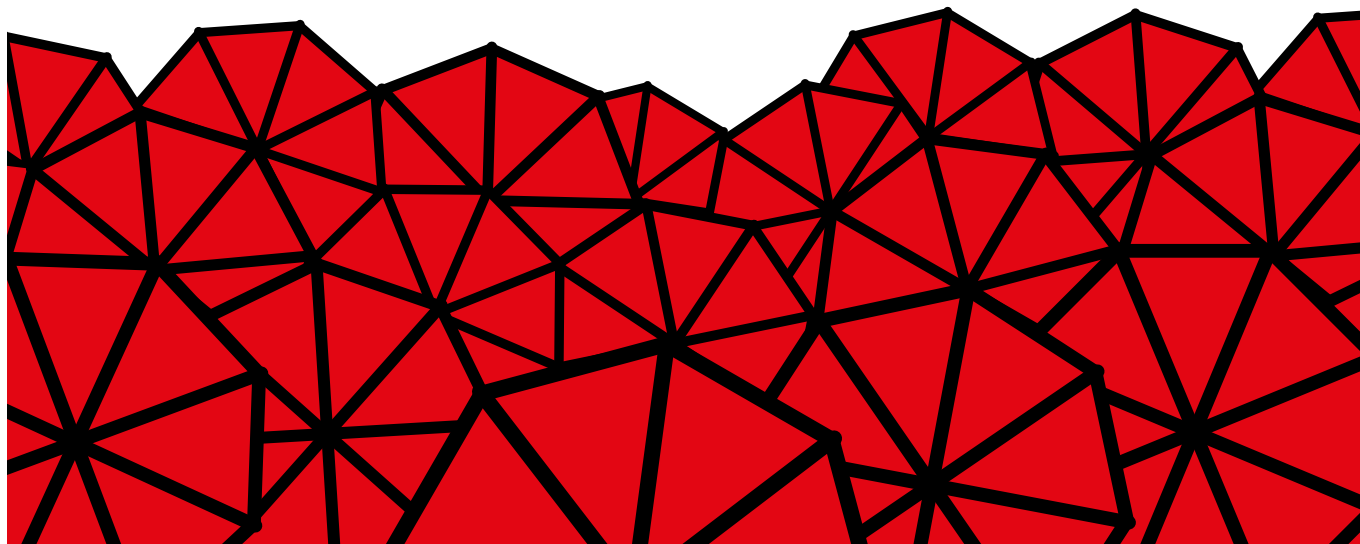




**Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel**  
Promouvoir la Santé et les Droits Humains

**DOCUMENT**

**#03 Le travail sexuel  
n'est pas la traite  
des êtres humains:  
*un résumé***



# Le travail sexuel n'est pas la traite des êtres humains: *un résumé*

Le Réseau Mondial des Projets sur le Travail Sexuel (NSWP) a commencé en 1992 pour avancer la cause des droits humains et à la santé pour tous les travailleurs du sexe. Ses membres sont des organisations dirigées par des travailleurs du sexe et des réseaux régionaux sur le travail sexuel dans plus de 40 pays. La confusion de la traite et de la migration avec le travail sexuel, dans la loi et en pratique, présente des défis au NSWP. Ce résumé explique les dangers de confondre la traite avec le travail sexuel, ses impacts sur les vies et le travail des travailleurs du sexe et offre quelques recommandations.

## Le travail sexuel confondu avec la traite

### Cadre légal

La prostitution a été confondue avec la traite dans des accords internationaux et dans les media. Le concept de consentement et la compréhension de l'exploitation en ce qui concerne le travail sexuel sous-tend cet amalgame. Le Protocole des Nations Unies pour Prévenir, Supprimer et Punir la Traite des Personnes, en particulier des Femmes et des Enfants (2000) fournit un cadre pour définir la traite. Cependant il s'attaque à la traite comme crime, l'accent étant mis sur l'application de la loi, plutôt que la protection des droits humains. Les lois et politiques nationales ont suivi ce modèle, développant des lois anti-traite qui criminalisent

les parties concernées. Là où le travail sexuel est illégal, l'application des lois pour empêcher la traite est confondue avec les lois pour empêcher les femmes de vendre des services sexuels.

### La demande pour le travail sexuel confondue avec la traite

En 1999 la Suède a adopté une loi qui criminalise l'achat de services sexuels pour mettre fin à la demande pour le travail sexuel et entraver la traite. Les Etats Unis ont promu ce modèle, affirmant dans le Rapport du Département d'Etat Américain *Trafficking in Persons Report 2011* que: "si personne n'achetait du sexe, la traite sexuelle n'existerait pas."<sup>1</sup> Confondre la demande pour l'achat de services sexuels avec la traite a alimenté des spéculations qu'une augmentation dans la demande pour le travail sexuel augmenterait la traite. Ceci a abouti à une répression à grande échelle des établissements où travaillent les travailleurs du sexe avant et pendant des événements internationaux.<sup>2</sup>

**...il s'attaque à la traite comme crime, l'accent étant mis sur l'application de la loi, plutôt que la protection des droits humains.**

1 <http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2011/164224.htm#4>

2 Pendant la coupe du monde en Allemagne en 2006, des rapports sans fondements ont dit que des dizaines de milliers de femmes trafiquées, même si la prostitution y est légale. Quand la police de Berlin a fait des descentes dans 71 maisons, ils n'ont trouvé aucune preuve de traite.

## L'impact sur les travailleurs du sexe

### Travail interrompu

Les travailleurs du sexe migrants sont la cible de raids anti-traite par les services d'immigration et la police. Les raids sur les lieux de travail sont souvent violents et se finissent en détention et expulsions. Ils portent atteinte à la sécurité et autonomie d'action des travailleurs du sexe. Les travailleurs du sexe migrants perdent les ressources qu'ils ont investi dans leur projet migratoire. La peur des raids mène les travailleurs du sexe migrants vers des environnements de travail moins sécurisés, qui compromettent leur accès à du soutien et à des services.

### Sécurité et protection

Les raids menacent la sécurité des travailleurs du sexe et perturbent leur travail et systèmes d'entraide. Sans le soutien des collègues

**Les raids menacent la sécurité des travailleurs du sexe et perturbent leur travail et systèmes d'entraide. Sans le soutien des collègues et des travailleurs en médiation de santé, l'environnement de travail est moins protégé et plus ouvert aux abus**

et des travailleurs en médiation de santé, l'environnement de travail est moins protégé et plus ouvert aux abus. Le modèle suédois de mettre fin à la demande diminue la sécurité des travailleurs du sexe en criminalisant les clients. Auparavant beaucoup de travailleurs du sexe auraient cherché assistance auprès de clients de confiance pour quitter des situations abusives ou d'exploitation. Ce n'est plus une option depuis que les clients risquent maintenant d'être arrêtés. Les travailleurs du sexe de rue se sont éloignés des réseaux de soutien et font l'expérience de plus de harcèlement de la part de la police qui essaie d'identifier les 'victimes'.

### Manque de processus de consultation

Beaucoup de raids pourraient être évités si les travailleurs étaient consultés. Les raids continus sur les scènes de travail sexuel, malgré le manque de succès, suggèrent une absence de confiance des travailleurs du sexe. La supposition est que les travailleurs du sexe non trafiqués sont complices de l'exploitation des travailleurs du sexe victimes de la traite. Ceci est scandaleux compte tenu de l'engagement de nombreux travailleurs du sexe pour contribuer à mettre fin à la traite. Par exemple, les travailleurs du sexe ont mis en place des comités de régulation pour signaler les maisons closes qui utilisent des enfants et des personnes victimes de la traite. Ils ont conduit des recherches dans la communauté sur la traite pour développer des réponses locales.<sup>3</sup>

<sup>3</sup> Le comité Durbar Mahila Samanwaya est une organisation en Inde avec 65,000 membres travailleurs du sexe, organisant des bureaux d'autorégulation. <http://www.facebook.com/pages/Durbar-Mahila-Samanwaya-Committee/144558602226243>

## Victimisés ou criminalisés

Les travailleurs du sexe migrants qui ne sont pas victimes de la traite sont souvent attrapés dans des opérations de sauvetage. Ils font face à la perte de leurs moyens d'existence et sont soit mis en examen en tant que migrants illégaux soit pour vendre du sexe, ou bien ils sont étiquetés comme victimes de la traite et contraints de coopérer dans les processus légaux, détenus dans des centres de réhabilitation, et/ou renvoyés chez eux de force. En tant que perçues victimes ils perdent toute capacité d'autonomie. Alors que l'essentialisation de la victime est préjudiciable pour ceux qui ont été victimes de la traite, une industrie anti-traite en vit. Réalisateurs de films, écrivains, consultants en développement et plein d'autres gagnent de l'argent.

## Restrictions sur les libertés au voyage

Les mesures anti-traite incluent l'application de contrôles plus stricts aux frontières et des processus de visa plus rigoureux et elles ont soutenu des milices locales qui extirpent les migrants sans papiers ou de potentielles victimes de la traite.<sup>4</sup> Le plus dur cela devient de voyager et de travailler légalement, le plus de travailleurs du sexe ont besoin d'aide de courtiers et agents. La dépendance auprès d'intermédiaires augmente le coût de la migration et peut exposer les travailleurs du sexe à la fraude, augmentant ainsi la vulnérabilité à l'exploitation des travailleurs du sexe.

## Discrimination

L'amalgame entre la traite et le travail sexuel alimente aussi le profilage racial des travailleurs du sexe. Les établissements avec des travailleurs qui sont physiquement différents des groupes ethniques dominants sont plus susceptibles d'être l'objet de raids par les autorités sur l'immigration.

## Impact sur les programmes sur le travail sexuel

L'amalgame entre travail sexuel, traite et migration entrave les organisations de travailleurs du sexe dans la mise en place d'activités et pour fournir des services aux travailleurs du sexe. Les membres du NSWP rapportent une augmentation des difficultés dans la délivrance de services de santé auprès des travailleurs du sexe migrants à cause

de la peur des raids anti-traite. De plus, les ressources de financements sont détournées des organisations sur le travail sexuel vers des groupes anti-traite, avec pour résultat une réduction globale du soutien. Les ressources que les groupes de travailleurs du sexe doivent dépenser pour la défense des droits des travailleurs du sexe et pour travailler à contrer le lobby anti-traite pourrait être mieux dépensées pour le plaidoyer de droits humains des travailleurs du sexe et en leur fournissant des services.

**Les membres du NSWP rapportent une augmentation des difficultés dans la délivrance de services de santé auprès des travailleurs du sexe migrants à cause de la peur des raids anti-traite.**

<sup>4</sup> Par exemple le Bureau Immigration et de Surveillance des Résidents locaux au Japon, RELA en Malaisie, et Maiti au Népal.

## Les contributions des travailleurs du sexe pour mettre fin aux pratiques d'exploitation sur le lieu de travail

Ce qui est absent dans le discours anti-traite sont les contributions que les groupes de travailleurs du sexe ont faites pour mettre fin aux pratiques d'exploitation, et pour promouvoir des conditions de travail plus sécuritaires et un plus grand accès à la justice pour les travailleurs du sexe. Les organisations de travailleurs du sexe promeuvent les droits des travailleurs du sexe, visant à rendre l'industrie plus sûre et plus juste pour que les travailleurs du sexe migrants aient un égal accès aux droits et services.

### Conclusion

L'amalgame entre traite et travail sexuel fournit à la fois aux lobbies anti-prostitution et anti-immigration des munitions pour poursuivre leurs agendas. Les groupes anti-prostitution utilisent la rhétorique anti-traite pour mettre fin à la prostitution. Le lobby anti-immigration utilise le discours anti-traite pour augmenter les restrictions à l'immigration. Ils insistent sur la vulnérabilité des travailleurs du sexe pendant leur migration pour justifier des restrictions à leur mobilité. Quand le travail sexuel est confondu avec la traite, l'opinion populaire est influencée pour percevoir tout travail sexuel comme de l'exploitation. Quand les travailleurs du sexe sont déniés leur statut de travailleur ils sont exclus du corps des travailleurs dont la mobilité est appréciée comme contribuant au développement économique et à la cohésion sociale. Le travail sexuel est dénié toute valeur en tant que travail et les travailleurs du sexe se voient refuser toute protection que les autres travailleurs ont par la loi. Cela empêche des protections pour les travailleurs dans

les industries du sexe, condamnant les futures générations à travailler dans des conditions risquées et injustes.

Il y a cependant des développements positifs survenant au niveau international. Protéger les droits des travailleurs est reconnu comme un moyen efficace de réduire la traite. Certaines tentatives de retirer les restrictions à la mobilité transfrontalière des femmes et de leur fournir une protection légale au travail sont réalisées, telle que la recommandation générale pour l'Article 26 de CEDAW. Les meilleures interventions cependant ont été faites par les travailleurs du sexe. A travers leur dévouement, ils ont trouvé une voix dans

le NSWP et les autres réseaux régionaux. Ils ont réussi à changer la loi dans plusieurs pays, décriminalisant le travail sexuel dans certains, et réduisant les condamnations dans d'autres.<sup>5</sup> Ils ont fait des incursions dans le démêlement des confusions dangereuses entre la traite et le travail sexuel.

**Les meilleures interventions cependant ont été faites par les travailleurs du sexe. ...Ils ont réussi à changer la loi dans plusieurs pays, décriminalisant le travail sexuel dans certains, et réduisant les condamnations dans d'autres**

<sup>5</sup> The New Zealand Prostitution Reform Act (2003).

## Recommandations

### Aux politiques

- Cesser de cibler les travailleurs du sexe migrants dans des missions de raids et sauvetage.
- Créer des groupes de travail d'experts avec toutes les parties prenantes et développer des solutions possibles qui vont au delà des initiatives législatives à court terme.
- Reconnaître que les questions et situations sont différentes d'une région à une autre et assurer que les réponses soient pertinentes et appropriées.

### Aux financeurs

- Fournir des ressources aux groupes de travailleurs du sexe pour améliorer leurs conditions de travail.
- Assurer que les ressources pour les travailleurs du sexe migrants sont partagées avec les groupes de travailleurs du sexe, et que les projets de recherche sur la migration incluent la migration pour le travail sexuel.

### A la société civile

- Soutenir les actions de travailleurs du sexe pour mettre fin aux conditions de travail abusives.
- Renforcer les alliances entre réseaux de travailleurs du sexe et les autres réseaux de la société civile.
- Fournir des espaces pour que les travailleurs du sexe et les autres travailleurs se rencontrent et partagent leurs expériences d'organisation et de travail.